

A cette époque de la fin des années 40, début des années 50, pour la direction du Parti, tout laissait à penser que la révolution ne saurait tarder. Elle a fait savoir dans différents discours qu'il suffisait de se baisser pour ramasser. La France était jugée « mûre » alors que l'état de grâce de la libération et de la fin de la guerre se terminait. Le Parti commençait déjà à perdre des adhérents, mais on nous affirmait le contraire.

Dans cet état d'esprit, les militants ont fait le maximum ; ils espéraient très fort.

Je me souviens à cet égard du réveillon de fin d'année que nous avons fêté rue Lebrun, avec Paul et quelques camarades. Allant chercher les huîtres ouvertes, Paul nous tint un langage précis en affirmant, avec des arguments plausibles, que 1950 serait une année décisive. Personne n'en doutait.

Innocemment, nous pensions que nous serions assez forts pour gagner cette guerre froide. Cette période enthousiaste devait durer une dizaine d'années, durant lesquelles nous participions régulièrement à de grands meetings à la Mutualité ou au Vélodrome d'hiver.

Dans le Vel' d'hiv', sous les portraits de Staline, de Lénine et de Maurice Thorez, Jacques Duclos, dans des discours fleuve, faisait savoir à des milliers de camarades que les résultats agricoles, commerciaux, économiques de l'Union Soviétique étaient de plus en plus considérables. Nous pensions naturellement que c'était vrai. Toutefois, ses discours pompeux commençaient généralement par nous intéresser, puis par nous lasser et finalement nous nous en désintéressions complètement.

Au cours d'un meeting au Vel' d'hiv', Maurice Thorez dut répondre à une question précise qu'un journaliste de la presse « réactionnaire » avait posée quelque temps auparavant dans son quotidien :

- Que feriez-vous si l'armée soviétique arrivait à Paris ?

Il rétorqua ceci, sous les acclamations de l'assistance :

- Nous ferions ce qu'ont fait nos frères de Pologne, de Hongrie, de Bulgarie et de tous les pays de démocraties populaires.

Ce qui signifiait que, sous la protection de l'Armée Rouge, nous allions prendre le pouvoir. Ce fut un déchaînement d'applaudissements... Maurice Thorez ne

fut pas poursuivi pour haute trahison mais j'étais stupéfaite et inquiète pour la suite que donnerait le gouvernement de l'époque à ce qui m'apparaissait comme une provocation. Il était « gonflé » !

Ces grands rassemblements au Vel' d'hiv' étaient cordiaux, chaleureux. Les nombreux camarades qui assistaient à ces soirées étaient convaincus du bien-fondé total de nos positions politiques et ne se posaient pas de questions.

Je me souviens particulièrement d'un meeting où la place manquait, pour exiger la libération d'Henri Martin qui avait stigmatisé les combats en Indochine. Montre en main, et debout, la foule des camarades scandait durant dix bonnes minutes :

- Libérez Henri Martin !

Il le fut effectivement, après un long séjour au fort de Ha, à Bordeaux.

Discrètement relâché un samedi soir, il arriva gare d'Austerlitz le dimanche matin de bonne heure, et se rendit sur le champ au siège de *L'Humanité*.

« Henri Martin, très jeune FTP, est né en 1927. Après la libération, il s'est engagé pour 5 ans dans la marine. A

bord du « Dixmude » où il était second maître mécanicien, il a fait de la propagande contre la guerre en Indochine. Lorsqu'une tentative de sabotage eut lieu sur le navire, l'auteur arrêté désigna Henri Martin comme le véritable coupable.

C'était faux, et il le prouva après un long procès où, en octobre 1950, on le reconnut innocent de ce chef d'accusation... tout en le condamnant à 5 ans de réclusion pour diffusion de propagande hostile à la guerre d'Indochine.

Il purgea donc partiellement sa peine au fort du Ha, mais en fut libéré en 1953 sous la pression d'une immense action populaire à laquelle s'associèrent de nombreux intellectuels, dont Henri Domenach et Jean-Paul Sartre.

Militant et dirigeant de la Jeunesse Communiste, Henri Martin accéda ensuite au Comité central du PCF comme suppléant, en 1964, pour devenir titulaire en 1970. Il devint un collaborateur de Jacques Duclos, après avoir dirigé la Section centrale d'éducation du Parti ».

La libération d'Henri Martin donna lieu à de multiples manifestations de joie.

Après lui, une jeune femme, Raymonde Dien, qui habitait Tours et avait pris l'initiative de se coucher sur les rails avec d'autres camarades, devant un train de matériel et de munitions partant pour le Vietnam, fut aussi enfermée au fort du Ha. Nous les unissions dans notre demande de libération, et elle fut également relâchée après quelques mois.

Il faut dire que notre combativité était à son paroxysme, comme les suffrages (26%), et que nous ne nous posions pas encore les douloureux problèmes qui allaient surgir quelques années plus tard, diviser les camarades, séparer des couples dont le Parti était le ciment, générer de graves dépressions et même susciter quelques suicides.

\* \* \* \*

Dans cette section du 13<sup>ème</sup> arrondissement bolchevik avant la lettre, il m'arriva quelque chose d'épouvantable qui changea notablement le cours de ma vie, sans pour autant remettre ma foi en cause.

Nous étions en 1950. J'avais 22 ans. Mao venait de prendre le pouvoir en Chine. La guerre de Corée éclatait.

Les Nord Coréens soutenus par la Chine ont envahi la Corée du Sud, leurs troupes s'y enfonçant comme dans du beurre. Les États-Unis ont contre-attaqué et rétabli les frontières.

Nous, communistes français, pensions que la Corée du Sud et les États-Unis étaient les véritables agresseurs. Ce n'est qu'en 1956, après le 20<sup>ème</sup> congrès du PC soviétique, que la vérité nous a été livrée. Jusque-là, nous la tenions pour de la propagande capitaliste...

Dans la section, on m'avait confié pour tâches, entre autres, de m'occuper de la jeunesse, aussi me trouvais-je au milieu de jeunes issus de différents milieux. J'y étais appréciée, je pense. Je m'étais rendue compte, depuis un certain temps, qu'un camarade étudiant s'intéressait particulièrement à moi, et je n'y étais pas indifférente. Il était plus jeune que moi, fils unique d'une famille bourgeoise qui se disait communiste.

Marc, 20 ans, avait souffert de problèmes cardiaques et articulaires dès l'âge de 18 ans, et peu après avoir réussi à vaincre mes hésitations, il retomba gravement malade.

Nous avons décidé de ne faire connaître notre relation à personne ou presque. Quand il tomba pratiquement dans

le coma, il fut admis à l'hôpital où il n'eut de cesse de réclamer ma présence, ce qui fit savoir ce qu'il en était à ses parents. Le père, au début, refusa de me donner des nouvelles, mais la mère, plus conciliante, trouva le moyen de le convaincre qu'il était nécessaire que je me rende à l'hôpital tous les jours, ce que j'ai fait durant 3 mois.

Je n'irai pas jusqu'à dire que je me trouvais acceptée, mais bon an, mal an, je pensais que cela s'arrangerait. Et puis... nous militions dans le même Parti !

Un jour, après la visite du professeur Delbard à l'hôpital Cochin, Marc me fit savoir que les nouvelles n'étaient pas bonnes. Il avait réussi à surmonter la crise grâce à la cortisone, qui arrivait en France, mais comme c'était un honnête homme, il me précisa que compte tenu de l'état de son cœur, et pour un certain temps, il y avait des choses qui ne pourraient pas se produire tout de suite. Je lui répondis que cela ne changeait rien.

J'allais sortir de l'hôpital quand je rencontrai son père, qui me posa la question suivante :

- Est-ce que Marc t'a tout dit ?
- Oui, mais cela ne change rien.

Il haussa les épaules et se rendit près de son fils.

Il crut que je ne me comporterais pas comme je l'avais décidé. Il s'était trompé. Alors, cela se passa comme dans n'importe quelle famille bourgeoise, à cela près, originalité et subtilité parfaites, qu'il eut l'idée de se faire aider par la section du PC du 13<sup>ème</sup> arrondissement Gare-Salpêtrière et notamment par Vidal, le secrétaire de Marty qui ne demandait qu'à « rendre service » et qu'il fréquentait régulièrement.

Rentrant du travail un soir, je trouvai une convocation de la section me demandant de m'y rendre le lendemain à 10h « pour affaire me concernant ». Ne voyant pas du tout de quoi il retournait, je m'y rendis décontractée... mais c'est un véritable « tribunal » qui m'attendait, composé de Bégou, Vidal et Françoise, la motocycliste. On m'avait concocté un acte d'accusation qui tenait compte de la disgrâce de mon père, accusé de vol, et notre situation pécuniaire. Bégou commença à m'assommer :

- Vous éprouvez de grandes difficultés financières dans ta famille en ce moment (et pour cause puisque c'est à cette époque qu'ils avaient



supprimé son revenu à mon père et que nous vivions sur mon salaire !). L'argent ferait bien votre affaire. Tu es une intrigante ! Quand nous ne te téléphonons au bureau, tu n'es jamais là (évidemment, mon travail consistait à être dehors !). Que fais-tu ? Où es-tu ? Nous te demandons des explications.

Françoise ne pipait mot, se contentant de me regarder. Assez rapidement incapable de parler, car les coups avaient été rudes, je me mis à sangloter, ne sachant répondre que « non, non, non » quand on m'accusait des pires turpitudes. Dans cette section, je me vis donc traitée de « sale putain intéressée par l'argent », ce qui n'était certes pas étranger aux déboires de mon père.

Vidal proposa de m'exclure, et Bégou clôtura la séance par cette sentence :

- Staline a dit (il disait toujours tout sur tout) : les coups cassent la fonte et frappent l'acier. On verra de quels métaux tu es faite.

Quand je sortis de la section, fonte, acier, faïence ou porcelaine, j'étais dans une sorte de coma. Je ne sais pas comment je me suis retrouvée sur les grands boulevards.

Incapable de contenir mes sanglots, je me suis réfugiée dans un cinéma où l'on donnait « Miquette et sa mère », avec Danièle Delorme.

Une jeune femme auprès de laquelle j'étais assise trouva rapidement qu'il n'y avait pas de quoi pleurer ainsi. Au bout d'un moment, me sentant très mal, elle proposa :

- On va sortir, vous allez prendre quelque chose.

Nous entrâmes dans le premier bistrot venu. J'étais incapable de m'exprimer et de toute façon, je ne lui aurais pas dit la vérité. Malgré tout cela, il ne fallait pas nuire au Parti, parce que le Parti, ce ne pouvait être « ça » !

Quand je rentrai à la maison, je ne reçus aucune aide, bien entendu. Mon père trouva que c'était bien mieux ainsi, que les femmes vieillissent plus vite que les hommes, et qu'il ne fallait quand même pas en faire une affaire. Pourtant, mais je m'abstins de le lui dire, la manière dont il était perçu au sein du Parti avait largement influé sur ma « condamnation ».

Sa femme prit une colère et eut un geste : elle se rendit le lendemain chez Marc, auquel on avait dit que j'étais une gourgandine intéressée par ses sous, et que de toutes

façons, c'était une décision du Parti. Il refusa la discussion avec elle.

Quand je retournai au « restaurant de l'Huma », je me confiai à deux amis plus âgés et de bon conseil, René Laffitte et William Grossin, auxquels je racontai toute cette histoire. Ils firent leur possible pour en atténuer le choc tandis que je maigrissais à vue d'œil. Militante dévouée, reconnue, dont on disait que je promettais, on m'avait brutalement « assassinée » politiquement. Je faisais hémorragie sur hémorragie, abattue.

Lorsque j'allais voir ma grand-mère dans l'Yonne, les voisins lui demandaient :

- Mais quand est-ce que votre petite-fille va cesser de maigrir ?

J'avais perdu 10 kilos, à présent. Le Parti m'avait cassée, ma vie était anéantie, du moins le pensais-je alors. Tout avait basculé en quelques jours. Heureusement, quand même, les camarades de ma cellule n'ont pas été dupes et sont restés chaleureux.

A quelque temps de là, François Flageolet, qui n'était pas intervenue mais était quand même bien là à ma « mise à mort », me téléphona au bureau afin de convenir d'un

rendez-vous. Je la vis un peu plus tard. Elle se répandit en excuses en me disant qu'elle avait réalisé le mal qu'on avait pu me faire et savait que tout cela était faux. Je lui ai donc suggéré, sans illusion, de le faire savoir. Elle répondit :

- Tu sais bien que je ne peux pas !

C'est vrai, oui, je le savais pertinemment...

Quelques jours après cette « condamnation », j'avais sollicité un entretien avec le père de Marc. Nous nous rencontrâmes et comme je lui demandai où il avait obtenu la prétendue preuve de mon « intéressement », il répondit :

- Que veux-tu, moi, je te prenais pour Jeanne d'Arc.

Il ajouta :

- Marc était sincère. Pas toi...

Je faisais des efforts considérables pour ne pas lui répondre, car c'eut été catastrophique. Je résistai aussi à une furieuse envie de lui cracher au visage. Cet ignoble salaud termina notre conversation par ce conseil :

- Milite, et ça ira mieux !

Et que pensait-il donc que je faisais depuis des années ?

Bien entendu, il nous était interdit de nous revoir et quand Marc et moi nous rencontrions dans l'autobus 27, nous avions l'air de deux andouilles qui avaient des tas de choses à se dire mais ne le pouvaient pas.

Vidal avait demandé mon exclusion. Si le Parti avait été au pouvoir, j'aurais été envoyée dans un quelconque goulag pour avoir aimé un fils de bourgeois, qui plus est « communistes » ou réputés tels...

Comme d'habitude, seul Paul me soutînt, avec Paulette. Pour le reste, je faisais ce que je pouvais. Il est clair que le militantisme et l'apprentissage du travail de journaliste m'ont beaucoup aidée, même si l'ambiance de la rédaction de *Droit et Liberté* était loin d'être sereine ; la misogynie y régnait en maîtresse.

Je quittai le 13<sup>ème</sup> peu après pour un « petit appartement » de la rue des Panoyaux, dans le 20<sup>ème</sup> arrondissement ; une construction du 18<sup>ème</sup> siècle où je rentrais très tard le soir. Pas de minuterie, des escaliers qui grinçaient et quelquefois, des rats qui circulaient dans la cour.

\* \* \* \*

Je suis arrivée au MRAP en décembre 1950. Le travail était intense et se prolongeait tard le soir. C'est là que j'ai connu et apprécié les juifs pour leur courage pendant la résistance, leur intelligence, leur humour.

J'ai rencontré des gens très agréables dont un m'a poussée à prendre des responsabilités, un homme de petite taille, Albert Youdine. Il y avait aussi Kornblut, le trésorier du MRAP ; Ovezareck, gérant du journal...

J'ai sympathisé avec eux. Ils m'ont beaucoup appris. J'ai trouvé là des jeunes, également, avec lesquels j'ai longtemps gardé des relations amicales.

J'ai connu et fréquenté Charles et Guita Hutmann, Mirrah Honell, Alfred Grant et plusieurs autres. Myrrah Honell et son époux Maurice n'avaient que sa paye de permanente à elle pour vivre, lui étant rentré des camps de concentration dans un état épouvantable. Ils se nourrissaient de « cache », de la bouillie de blé noir bon marché, comme ils le faisaient naguère en Russie, dont ils étaient originaires. Juifs, ils ont protesté contre le pacte germano-soviétique, ce qui leur a valu d'être éloignés du Parti mais ne les a pas empêchés d'être résistants.

Avant la guerre, en 1937, Maurice Honell avait fait remarquer, dans un courrier adressé à Maurice Thorez, que le mouvement suscité par le Front Populaire s'essouffait et il suggérait quelques mesures pour y remédier. La réponse, cinglante, est venue par un article signé « Maurice Thorez » dans *L'Humanité*, mécontent qu'on lui dise ce qu'il fallait faire. Maurice Honell a été progressivement mis à l'écart. Ruer dans les brancards pour le pacte germano-soviétique fut la goutte d'eau de trop.

Le salaire des permanents du Parti était en principe égal à celui d'un ouvrier hautement qualifié. Le nôtre correspondait à peu près au Smic. Nous étions peu de permanents au bureau national ; les autres militants avaient en général une affaire à eux, très souvent dans la confection, et une vie un peu plus large que la nôtre. Leurs épouses, qui avaient généralement mon âge et ma taille, me proposaient gentiment leurs anciens vêtements de très bonne coupe et d'excellente qualité. Un jour, Guitta Hutmann m'a ainsi donné un joli manteau en drap noir assez long. J'en ai eu assez de m'entendre demander par des camarades si j'étais en deuil, aussi ai-je commis

la folie d'acheter une écharpe multicolore. A l'occasion d'un rendez-vous au siège de la CGT avec un secrétaire d'une fédération, celui-ci m'a toisée de la tête aux pieds d'un air surpris et méprisant. A l'évidence, il estimait que j'étais une bourgeoise « élégante et pomponnée » s'encanaillant avec la classe ouvrière !

Je devais suivre la section du 18<sup>ème</sup> et rencontrer un personnage un peu particulier, qui présentait toutes les qualités et les défauts d'un prolétaire parisien : Joseph Kreitz. Artisan plombier de son métier, d'origine roumaine, il vint à mon secours à plusieurs reprises, notamment un dimanche de décembre, alors que j'étais restée deux hivers sans chauffage faute d'argent pour m'acheter un radiateur à gaz. Je lui avais demandé de m'en trouver un d'occasion et le dimanche suivant, alors que j'avais très froid, on cogna à ma porte. Ayant demandé qui c'était, j'entendis :

- C'est le Père Noël ! J'ai ton radiateur et je viens te l'installer.

Une fois rentré chez moi avec l'appareil sur l'épaule, il poursuivit :



- Prépare-toi, Esther (sa femme) nous attend pour déjeuner.

Il n'avait pas eu d'enfant et je pense qu'il faisait une sorte de transfert sur moi. Combien de fois, en 30 ans, il me remonta le moral, m'invitant à déjeuner quand son travail l'amenait dans mon quartier, ou à dîner après les réunions, commençant tôt et finissant tard, tandis que je m'apprêtais à rentrer le ventre vide, comme souvent, après les réunions du MRAP.

J'avais quitté la rue des Panoyaux, habitant désormais aux Buttes Chaumont, dans le 19<sup>ème</sup> arrondissement, au 5<sup>ème</sup> étage. L'escalier était sombre, sans minuterie. Je disposais d'une grande pièce unique meublée de mon lit et d'une armoire à la porte cassée, mes seuls biens. Ma vaisselle tenait dans une caisse en bois recouverte d'un tissu imprimé et la décoration se résumait à deux affichettes reproduisant « les Tournesols » de Van Gogh et « La Dame à la licorne », épinglées au mur au-dessus de la cheminée. De ma fenêtre, j'apercevais la tour Eiffel. L'eau et les toilettes se trouvaient sur le palier.

Kornbluth, lui, avait décidé de me faire connaître la culture juive d'Europe de l'Est. Accompagnée de sa

femme et de sa fille, j'eus droit à cette cuisine de A à Z, ainsi qu'à un certain nombre de spectacles dont le « Dibbouk » en Yddish, qu'il me traduisait au fur et à mesure, placé sur une chaise derrière moi.

Il disparut assez jeune.

Joseph non plus n'est plus là...

Cette année 1951 a été marquée par le début des procès des dirigeants juifs du Parti en Tchécoslovaquie : London, Slansky, Sling... Staline avait décidé de faire construire des camps de concentration et d'y parquer tous les juifs de l'Union soviétique, déjà taxés de parias et qui avaient énormément de mal à trouver un emploi. Il est mort avant...

Il se préparait à Berlin Est un Festival International de la Jeunesse. J'y fus envoyée comme journaliste, dans des conditions tout à fait spéciales.

Pour les uns, des délégués les plus fortunés et quelques journalistes dont la direction payait le voyage, le navire soviétique « Batory » partit du Havre pour se rendre à Gdansk, en Pologne, d'où il n'y avait plus que quelques heures de train pour rejoindre Berlin. Mais pour se rendre à Berlin en train au départ de Paris, il fallait passer dans

la zone d'occupation américaine. Les États-Unis s'y opposèrent et des soldats américains poursuivirent, baïonnette au canon, les quelques téméraires qui voulurent passer quand même.

Je partis avec les autres de Paris vers Berlin en train, emportant des provisions de bouche, sachant que le voyage serait long. Il le fut, en effet !

Il dura 4 jours. Nous passâmes par Bâle, Zurich, Innsbruck... nous n'avions plus rien à manger ni à boire. A Salzbourg, un soir, n'y tenant plus, nous descendîmes demander à boire. Las ! Quand le serveur autrichien apporta les consommations, nous n'avions pas d'argent local pour les payer. Il repartit donc avec son plateau au grand complet, et la gorge aussi sèche qu'après la traversée d'un interminable désert, nous regagnâmes notre compartiment où était affichée cette publicité, pour l'heure provocatrice : « Buvez Vittelloise, l'eau qui chante et qui danse »...

Au cours de ce festival, la délégation française devait présenter un opéra d'Henri Bassis sur Paris. Durant le trajet, nous entendions le ténor et quelques chanteuses

professionnelles s'éclaircir la voix à tout instant en chantant et en détachant toutes les syllabes :

- A-lu-mi-nium ! A-lu-mi-nium.....

Au bout de deux jours, c'était lourd et de plus en plus difficile à supporter, d'autant qu'ils y mettaient tous beaucoup de cœur. Par contre, leur opéra sur la Commune était très bien et il a connu le succès qu'il méritait.

Parti et culture faisaient bon ménage mais il existait naturellement une « bonne » façon de voir tout, y compris la peinture, le roman ou la poésie. Le Parti français, comme en Union soviétique, s'introduisait dans la pensée de chacun afin de lui faire comprendre que bien penser, c'était penser marxiste, y compris devant une toile. Un congrès a d'ailleurs défini le « réalisme socialiste » qui devait guider les artistes. Extrêmement rigide, cela va de soi, et émanant de Jdanov, qui dirigeait ce mouvement depuis l'Union Soviétique.

Maurice Thorez disait : « Nous sommes le plus grand parti de France, nous avons le plus grand poète vivant, Aragon, et le plus grand peintre vivant, Fougeron ». Un de ses tableaux me plaisait, il était intitulé :

« Dimanche » et reproduisait une femme en train de repasser. Sinon, le réalisme socialiste lui a fait peindre des mineurs. Innommable...

Picasso avait adhéré au Parti après-guerre mais il ne s'est aucunement intéressé à la doctrine et au carcan qu'elle représentait. Le peintre Edgar Pignon, époux d'Hélène Parmelin, une très bonne plume, romancière et journaliste à *L'Humanité*, ne s'en inquiétait pas non plus. Ils étaient tous deux amis de Picasso.

Le moral n'était pas mauvais dans notre convoi, seulement nous commençons à fatiguer.

Au petit matin, après avoir franchi la frontière tchèque, notre situation changea radicalement. A tous les arrêts, des citoyens tchèques, paysans ou autres, en costumes traditionnels, nous donnèrent à manger et à boire. Quelquefois nous eûmes les honneurs d'une petite fanfare.

A Prague, on nous reçut à la cantine du ministère de l'Agriculture où l'on nous servit en hors d'œuvre des concombres sur lesquels nous nous précipitâmes. Ils étaient sucrés ! La première grimace passée, nous engloutîmes le repas complet.

Ce qui me surprit le plus dans cette ville où je n'ai séjourné que quelques heures, ce fut le silence. Cette capitale ressemblait à une ville morte, mal entretenue, respirant la tristesse.

Arrivant en Allemagne, au 1<sup>er</sup> arrêt après la frontière, une fanfare considérable, celle-là, nous attendait. Des jeunes en chemises bleues de la « FG Hiot » nous accueillirent avec des cheminots allemands et nous extirpèrent des wagons pour nous dire :

- Plus jamais d'Oradour. Pardon !

Larmes et vive émotion....

Nous repartîmes alors et arrivâmes à Dresde quand le soir tombait. J'ai ressenti là une autre émotion très vive : la gare n'était plus qu'une carcasse, les immeubles environnants n'étaient plus que des pans de murs branlants... Sur le quai, j'ai vu le premier jeune Allemand victime de la guerre, comme j'en vis bien d'autres par la suite, manchot et totalement aveugle...

L'arrivée à Berlin se fit assez tard le soir. Nous étions épuisés, et d'une rare saleté.

Je devais partager la chambre avec une photographe, Arlette Kahen-Rosa. Nous logions chez l'habitant, dans

les quelques maisons qui restaient debout. Deux jours plus tard, on nous transféra dans un hôtel baroque qui avait résisté aux bombardements, près du métro Friedrich-Strasse. A quelques mètres se trouvait une salle où l'on servait nos repas, mais qui faisait également office de salle de conférence quand le besoin s'en faisait sentir.

Jean-Pierre Chabrol, alors journaliste à *L'Humanité*, Jean Mérot, Madeleine Riffaud, Dominique Desanti, Léo Lorrenzi, Jean Maratra... faisaient également partie de notre délégation.

Nous avions récupéré de notre voyage et commençons à vouloir exercer notre travail. Ce ne fut pas simple : la direction allemande de l'organisation du festival, dont certains membres parlaient couramment français parce qu'ils avaient vécu en France en tant que résistants antifascistes, exigeait de nous que nous disposions d'autorisations particulières émanant de leurs services, et ce mot sonnait fort mal à nos oreilles, peu de temps après la guerre : ausweiss...

Des défilés étaient organisés presque quotidiennement et les délégations de jeunes des pays de Démocraties

Populaires étaient encasernés, le plus souvent dans des pensionnats, aussitôt la manifestation terminée.

Tout en sachant que les Allemands ne s'étaient pas battus contre le nazisme, qu'ils avaient laissé commettre des actes atroces, et que pour eux la vie serait très dure, j'avais le cœur serré en voyant des enfants en haillons et pieds-nus. Je me souviens d'une femme, petite et grêle, qui portait une robe d'été, noire et blanche, un petit chapeau noir avec voilette, et qui semblait, tant sa démarche était légère, glisser sur l'asphalte. Elle était accompagnée d'une adolescente, d'un jeune garçon qui pouvait avoir 11 ou 12 ans et d'un autre, plus petit, blond aux beaux yeux de faïence, mais le regard triste, qui ne portait pas de chaussures non plus.

Rien n'avait été entrepris à Berlin pour la reconstruction, hormis pour les monuments officiels. Les ruines étaient omniprésentes et de très jeunes femmes poussaient des landaus, accompagnées de leurs maris qui auraient largement pu être leurs pères. Peu d'hommes, à part quelques très jeunes garçons, étaient visibles dans les rues.



A cette époque, le mur n'avait pas été édifié. Nous passions comme nous voulions dans la zone Ouest. Il m'arriva même de m'y retrouver sans le vouloir.

A la sortie de chaque station de métro de l'Ouest se tenait un jeune « FD Hiot » dont la mission consistait à nous remettre dans le bon chemin pour regagner Berlin Est.

Nous étions en guerre avec le Vietnam et une délégation de trois Vietnamiens est venue d'Hanoï spécialement pour nous rencontrer à Berlin. Nous avions rendez-vous avec eux à 19h et fûmes tous ponctuels, sauf Dominique Desanti qui s'est octroyée une bonne heure de retard. Elle était l'épouse d'un philosophe membre du PC, Jean-Toussaint Desanti, qui a disparu il y a peu.

La délégation de journalistes tchèques incluait ceux de *Rude Pravo*, le journal du Parti Tchèque ; pratiquement tous les journalistes qui y travaillaient parlaient français. Le rédacteur en chef était tellement odieux qu'ils l'avaient surnommé : la « rude épreuve ».

A la fin du festival, après que nous ayons rencontré nos collègues Polonais et Tchèques, j'étais mal à l'aise parce que je commençais à nourrir des doutes. Et puis il nous arriva à déjeuner deux Soviétiques, un homme affirmant

se prénommer Pavel, et une jeune femme, Ludmila, se prétendant journaliste à *La Pravda*, organe du PC soviétique. Tous deux parlaient très bien français également.

L'ambiance était chaleureuse et avant de partir, ils demandèrent à me rencontrer le soir car ils avaient quelque chose à me dire. Ils arrivèrent avec une bouteille de « Cabernet » et des gâteaux. J'eus tout de suite droit de la part de Pavel à un grand discours de circonstance sur l'importance de la France dans la lutte contre l'impérialisme américain et la responsabilité de l'Union Soviétique pour maintenir la paix dans le monde ; puis il me dit qu'il savait beaucoup de choses sur moi, que j'étais une camarade en laquelle on pouvait avoir confiance, qu'ils avaient auparavant pensé à une autre camarade mais qu'il y avait trop d'hommes autour d'elle. Ludmila prit alors la parole et me raconta ma vie par le menu. Il est vrai qu'ils savaient tout, y compris des détails que j'avais oubliés depuis longtemps.

Venant au fait, Pavel m'expliqua qu'on avait besoin de gens comme moi pour leur donner des renseignements et

que mon travail consisterait à contacter la bourgeoisie et à les tenir informés.

Stupéfaite, je parvins à leur dire que je n'avais pas de relations dans la bourgeoisie et ne tenais aucunement à en avoir. Le ton se durcit et l'on me précisa que j'aurais l'argent nécessaire pour y pénétrer.

Montant d'un cran, il indiqua que tout ceci devait rester entre nous, que je n'en parle pas au Parti français, ils le diraient eux-mêmes. Et si je transigeais... il se pourrait que j'aie à le regretter !

On venait de me menacer de mort et je compris qu'il fallait gagner du temps. Je fis semblant d'être d'accord avec leur proposition. Ils revinrent le lendemain, soi-disant pour me dire au revoir, et me quittèrent sur une poignée de mains significative.

J'étais dans un état assez curieux et avais hâte de rentrer à Paris pour faire la seule chose qui me semblait raisonnable : informer le Parti français, qu'ils avaient affirmé prévenir eux-mêmes mais je n'y croyais pas.

Le chemin du retour fut abominable. Tous, journalistes, délégués, ceux du « Batory », voyageaient cette fois dans le même train. Plus de fanfares ni de distributions de

vivres. Nous arrivâmes à Paris dans un triste état, encore plus sales qu'à notre arrivée à Berlin. Et pas question d'une douche, on n'en avait tout simplement pas. Après une toilette avec de l'eau prise sur le palier, je pris rendez-vous le lendemain avec le Secrétaire national à l'organisation, Auguste Lecœur, qui voulut me faire recevoir par son secrétaire ; je refusai catégoriquement.

Ce Lecoeur était à l'époque âgé de la quarantaine et occupait le 3<sup>ème</sup> poste le plus important après Thorez et Duclos. Il n'était pas trop sectaire, aussi appréciais-je son esprit. C'est lui que je voulais voir, en personne.

Né le 4 septembre 1914 à Lille, ce petit-fils et arrière-petit-fils de mineur, était fils d'un mineur et d'une mère énergique qui avait la bougeotte. Il ne fréquenta donc l'école que quelques mois par-ci, par-là, et devint apprenti-boucher dès l'âge de 12 ans. Il ne savait guère lire, ni compter, et ce début dans la vie active lui donna cette première leçon : son patron refusa de lui verser son salaire, le moment venu. Comme ses ancêtres, il descendit alors dans la mine à Bruay-en-Artois.

Chez lui, sans faire de politique, on était tout de même proches des socialistes. Toujours remuante, madame

Lecoeur déménagea à Paris où Auguste fut embauché dans une usine. Il y resta quand la famille rentra à Lens, s'estimant assez grand pour se débrouiller seul.

En 1927, un compagnon de travail l'emmena à une manifestation sur les grands boulevards, afin de protester contre l'assassinat, aux États-Unis, de Nicolas Sacco et Bart Vanzetti, deux émigrés Italiens syndicalistes exécutés sur la chaise électrique pour un crime très ancien dont ils n'ont pourtant jamais été reconnus coupables. La manifestation tourna mal par le fait des anarchistes et le lendemain, le patron chassa le compagnon du jeune Auguste, alors qu'il n'était absolument pour rien dans ces exactions. Furieux de l'injustice, d'autant que rien ne s'était passé dans l'enceinte de l'usine, Auguste Lecoeur adhéra au Parti communiste.

Déçu par l'intolérance et le sectarisme de certains membres du PC, il milita à la CGT. Très conscient de son manque de culture, il s'engagea dans l'armée et s'inscrivit au cours du soir. Rapidement, il obtint son certificat d'études et continua à se cultiver en lisant beaucoup.

De retour dans le Pas-de-Calais, il devînt dirigeant syndicaliste, en désaccord avec la position antiunitaire du PC en février 1934.

En 1937, alors que l'unité s'était concrétisée l'année précédente avec le Front Populaire, il a été chargé de mission en Espagne par le Parti, et notamment par André Marty. Après des péripéties diverses, mouvementées et même dangereuses, il réussit sa mission.

Encore en désaccord avec les méthodes employées pour liquider les Trotskistes, il demanda à être intégré dans une unité combattante et se retrouva au front. Il défendit le pacte germano-soviétique, ce qui lui valut d'être arrêté et condamné à 6 mois d'emprisonnement. Envoyé ensuite sur la ligne Maginot, il fut fait prisonnier mais s'évada 3 semaines plus tard. Il reprit contact avec Jean Catelas (fusillé par la nazis, plus tard), chargé des liaisons avec les différentes régions.

Dans le Pas-de-Calais, il intégra la direction de la fédération du Parti clandestin en août 1939, où, dans ses actions, il fit preuve de toute sa puissance d'organisation. Il ne fut pas étranger à la grande grève revendicative et patriotique de mai-juin 1941, dans le bassin houiller

pourtant situé en pleine zone interdite. En mai 1942, il participa à la direction nationale clandestine où il organisa et modifia les méthodes de travail des militants clandestins du Parti. Il fit en sorte que leurs domiciles ne soient plus utilisés et leur apprit, par des méthodes simples, à se rendre compte s'ils étaient suivis, chassant la négligence, le dilettantisme et l'amateurisme.

Après avoir été élu maire de Lens en avril 1945, puis député du Pas-de-Calais, il connut une brouille avec Thorez mais ne céda en rien et fut pourtant élu au Comité central ainsi qu'au bureau politique, chargé par Thorez, dès 1949, de préparer une clandestinité susceptible de survenir brutalement, à tout moment, en ce début de guerre froide.

Après l'hémiplégie de Maurice Thorez soignée à Moscou, puis « l'élimination » de Marty et de Tillon, à laquelle il n'a pas été associé, il alla voir Souslov en URSS. Celui-ci lui fit comprendre que le PCF était bien lent dans son processus de déstalinisation. Lecoœur était un homme ouvert et franc que la direction khrouchtchevienne aurait bien vu à la tête du Parti français, ce qui le fit soupçonner de manœuvre par les

cadres communistes français. Surtout, sa franchise est allée trop loin puisqu'il rendit visite à Maurice Thorez, qui continuait à se soigner à Moscou, et lui dit tout haut ce que les membres du Bureau politique pensaient « presque bas », à savoir qu'en son absence, Jeannette Vermeersch voulait tout régenter et traiter de tous les problèmes, défaisant et critiquant systématiquement le travail des dirigeants français au prétexte qu'elle avait l'oreille du dirigeant du Parti.

Lecoeur fut donc l'objet d'une enquête qu'il traita par le mépris.